

Les syndicats du Koweït, de Bahreïn et du Népal unissent leurs forces pour aider les travailleurs migrants (18.1.12)

Bruxelles, le 16 janvier 2012 (CSI en ligne): Les États du Golfe dépendent de plus de 100.000 travailleurs migrants d'Asie pour développer leur économie. Les États du Golfe sont le plus grand employeur du Népal, où les familles dépendent du gain d'argent à l'étranger, dans la mesure où les économies du Koweït et de Bahreïn prospèrent grâce à la main-d'œuvre migrante. Le nouveau protocole d'accord conclu entre les syndicats vise à améliorer les conditions des travailleurs/euses migrant(e)s.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale, a déclaré que de nombreux travailleurs/euses arrivent avec à peine un peu plus d'un contrat, laissant derrière eux leur famille et trop souvent leurs droits humains fondamentaux.

Le Koweït compte 40.000 travailleurs/euses népalais/es. Plus de la moitié d'entre eux sont des travailleuses domestiques, alors que la majorité des hommes travaillent dans l'industrie de la construction.

Le mouvement syndical international a joué un rôle de premier plan en soutenant les efforts pour établir un lien entre les travailleurs/euses et les représentants syndicaux.

Deux protocoles d'accord ont été conclus entre la centrale syndicale népalaise GEFONT et celles du Koweït (KTUF) et de Bahreïn (GFBTU).

« Le protocole d'accord scelle la solidarité entre les travailleurs/euses dans les deux pays. En collaborant ensemble, les syndicats créeront de meilleures conditions pour les travailleurs/euses migrant(e)s », a affirmé Sharan Burrow.

Au Koweït, le protocole d'accord abordera les questions liées aux cas d'intimidation auxquels sont soumis les travailleurs/euses et les droits syndicaux des travailleurs népalais. La KTUF s'est engagée à travailler avec GEFONT afin de traiter des questions en matière de migration, notamment les problèmes auxquels font face les travailleurs/euses, à travers l'établissement d'un système visant à protéger et à améliorer les besoins des travailleurs/euses.

« Nous respecterons les lois du Koweït, mais nous devons mieux protéger nos travailleurs/euses à l'étranger », a affirmé Ramesh Badal, secrétaire du département des affaires étrangères de GEFONT.

Des campagnes pour des réformes législatives seront également lancées dans les deux pays afin d'abolir le système de parrainage restrictif auquel sont soumis les travailleurs/euses au Koweït et d'améliorer les agences de recrutement au Népal à travers une surveillance accrue.

« Les travailleurs/euses migrant(e)s versent d'importantes sommes d'argent à des recruteurs sans scrupules, conduisant dans certains cas à des situations de servitude pour dettes, alors que, dans la plupart des cas, des frais ont déjà été payés par les employeurs koweïtiens. En l'absence d'un cadre juridique solide et d'une surveillance rigoureuse, les agences de recrutement et toutes sortes d'intermédiaires parviennent à organiser la traite d'esclaves », a déclaré Abdulrahman Alghanim, secrétaire général de la KTUF.

Les deux syndicats joueront également un rôle dans le développement d'une meilleure orientation pour les travailleurs/euses dans les deux pays. La KTUF a déjà pris des mesures pour produire des brochures à l'intention des nouveaux migrants en vue de les informer sur leurs droits.

La réunion a été soutenue financièrement par l'organisation syndicale hollandaise FNV et la KTUF au Koweït.

Pour voir le texte complet du protocole d'accord conclu entre:

KTUF-GEFONT: (en anglais et en arabe): <http://www.ituc-csi.org/ktuf-gefont-memorandum.html>

GFBTU-GEFONT: (en anglais): <http://www.ituc-csi.org/gfbtu-gefont-memorandum.html>

Pour lire la déclaration de GEFONT: http://www.gefont.org/activity_detail.php?flag=3&id=821

La CSI représente 175 millions de travailleurs/euses au travers de 308 organisations affiliées nationales dans 153 pays et territoires.

Site web: <http://www.ituc-csi.org> et <http://www.youtube.com/ITUCCSI>.